

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/237
6 juillet 1999

(99-2811)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Négociations sur l'agriculture

Restrictions et taxes à l'exportation

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 juillet 1999.

1. L'Australie a présenté la déclaration sur une vision d'avenir du Groupe de Cairns contenue dans le document WT/GC/W/156 qui énonce les objectifs du Groupe concernant les négociations sur l'agriculture. La proposition spécifique ci-après est conforme à cette déclaration et est présentée pour examen dans le cadre du processus préparatoire.

Proposition

2. Il est proposé, en vue d'accroître l'accès aux marchés mondiaux des produits alimentaires et des produits agricoles ainsi que la certitude de l'offre pour les pays importateurs de produits alimentaires, notamment les Membres qui font partie des pays les moins développés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, que les négociations sur l'agriculture soient l'occasion d'élaborer des disciplines relatives aux restrictions et aux taxes à l'exportation. Ces disciplines feraient partie intégrante d'une libéralisation substantielle accrue du commerce des produits agricoles, y compris l'élimination de la progressivité des droits.

Contexte

3. La sécurité alimentaire est une source de préoccupations pour de nombreux Membres et, en particulier, pour ceux qui font partie des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les effets potentiels des restrictions à l'exportation de produits alimentaires sur la sécurité alimentaire sont reconnus à l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture. Lorsque ces restrictions ou taxes sont imposées pour limiter les exportations de produits agricoles, elles peuvent – et c'est le cas dans la pratique – susciter des craintes quant à la fiabilité du marché international pour ce qui est de répondre aux besoins alimentaires essentiels. Des disciplines plus strictes en ce qui concerne les restrictions et les taxes à l'exportation contribueraient à assurer aux Membres qu'ils peuvent accéder aux produits alimentaires sur les marchés mondiaux.

4. La progressivité des droits sur les marchés d'exportation restreint la capacité des pays exportateurs à mettre en place des industries de transformation. En particulier, elle empêche les pays en développement d'accroître la valeur de leurs exportations. Pour répondre à la progressivité des droits sur les marchés d'exportation, certains pays en développement en sont venus à limiter ou à taxer leurs exportations de matières premières. Pour éviter de tels effets pervers, une libéralisation substantielle accrue des produits agricoles, y compris l'élimination de la progressivité des droits, jouera un rôle important dans l'élaboration de disciplines plus efficaces en ce qui concerne les restrictions et les taxes à l'exportation.

5. Globalement, un système commercial multilatéral qui fonctionne bien contribue à la sécurité alimentaire grâce à une meilleure répartition des ressources, à un nombre de fournisseurs potentiels plus élevé, à des niveaux de revenu supérieurs et à une stabilité accrue des prix et de l'offre. L'existence d'un système commercial efficace passe en grande mesure par des disciplines adaptées en ce qui concerne les restrictions et les taxes à l'exportation. La conduite de négociations à cette fin serait compatible avec l'objectif visé, à savoir l'établissement d'un système de commerce pour les produits agricoles équitable et axé sur le marché, et favoriserait le développement économique des pays en développement Membres de l'OMC.
